



ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET  
TECHNOLOGIQUES  
Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél : 01 53 14 69 00  
Fax : 01 53 14 69 99

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Consultation N°25.093**

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Réalisation de prestations de monitoring et de coordination dans les centres situés en Espagne et en Allemagne dans le cadre de l'étude CITY du RHU SPRINT

Pour la période d'exécution d'une durée de 43 mois à compter de la date de notification du marché et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché mois avant la date de fin du marché.

Ce document comprend 18 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 1 sur 18

# SOMMAIRE

<b>1. Dispositions Générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet .....	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
<b>2. Organisation de l'achat.....</b>	<b>4</b>
2.1 Forme du marché .....	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée .....	4
<b>3. Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Forme des prix.....	4
3.2 Prix définitif.....	5
<b>4. Documents contractuels .....</b>	<b>6</b>
<b>5. Conditions de passation des bons de commande .....</b>	<b>6</b>
5.1 Commandes.....	6
5.2 Réception et réajustement des livrables .....	6
<b>6. Contrôle – suivi du marché.....</b>	<b>7</b>
6.1 Contrôle.....	7
6.2 Suivi du marché .....	7
<b>7. Modification du marché public .....</b>	<b>7</b>
7.1 Clause de réexamen.....	7
7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire .....	8
7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	8
<b>8. Obligations du prestataire .....</b>	<b>8</b>
8.1 Intervenants du Titulaire.....	8
8.2 Obligations de collaboration et d'information .....	9
8.3 Certificats .....	10
8.4 Secret professionnel et confidentialité .....	10
8.5 Accès aux établissements – Identification.....	11
8.6 Grèves.....	12
8.7 Vente à des tiers .....	12
<b>9. Respect des dispositions du RGPD.....</b>	<b>12</b>

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 2 sur 18

<b>10. Propriété intellectuelle.....</b>	<b>12</b>
<b>11. Facturation – Paiement .....</b>	<b>14</b>
11.1 Facturation .....	14
11.2 Paiement .....	15
11.3 Avances.....	15
<b>12. Assurances .....</b>	<b>15</b>
<b>13. Nantissement et garantie .....</b>	<b>16</b>
<b>14. Retenue de garantie.....</b>	<b>16</b>
<b>15. Pénalités – Résiliation .....</b>	<b>16</b>
15.1 Pénalités .....	16
15.2 Résiliation .....	17
<b>16. Litiges .....</b>	<b>18</b>
<b>17. Dérogations.....</b>	<b>18</b>

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 3 sur 18

## 1. Dispositions Générales

### 1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de monitoring et de coordination dans les centres situés en Espagne et en Allemagne dans le cadre de l'étude CITY du RHU SPRINT, nécessaire aux besoins la Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation (DRCI).

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) et ses potentiels sous-traitants dans les lieux où siègent les différents établissements participants à l'étude et dans les locaux du prestataire.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le cahier des clauses techniques particulières.

## 2. Organisation de l'achat

### 2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur du montant maximum du marché initial.

### 2.2 Allotissement - fractionnement

Les prestations sont réparties en un lot unique.

Montant minimum TTC sur la durée totale du marché	Montant maximum TTC sur la durée totale du marché
Pas de montant minimum	297 000 €

### 2.3 Durée

L'accord cadre issu de la consultation est conclu pour la période d'exécution d'une durée de 43 mois à compter de sa date de notification du marché

Les bons de commandes émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutoires.

Le marché sera résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché

## 3. Dispositions financières

### 3.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le Titulaire s'engage sur le montant maximum défini ci-dessus sur la durée totale du marché.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 4 sur 18

### 3.2 Prix définitif

Le montant du marché recouvre l'intégralité des prestations listées au présent CCAP, au CCTP ainsi que dans le Dossier technique du Titulaire.

Le montant du marché inclut notamment :

- Tous les frais de quelque nature que ce soit (notamment les frais de recherche et de documentation, d'édition et de reproduction pour tout support) et coûts supportés par le Titulaire (administratifs, assurances, marges, charges fiscales ou autres frappant les prestations, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre des prestations attendues ;
- Les opérations de préparation et de mise en place des prestations ;
- La valorisation de la charge des intervenants ;
- Les déplacements dans les centres participants notamment à l'étranger et tout autre type de déplacement nécessaire à la bonne gestion de cette étude ;
- L'ensemble des frais de transport, d'hébergement et de restauration ;
- Les prestations réalisées pour lecture des dossiers et retranscription des données ;
- La rédaction des supports et/ou rapports ;
- Les réunions préparatoires ou concomitantes à l'exécution des prestations ;
- Le réajustement de la prestation et le re-travail des livrables fournis si ceux-ci ne sont pas en adéquation avec les attentes du Promoteur ;
- Les éventuels coûts à supporter vis-à-vis des autorités compétentes de santé, etc. ;
- Le cas échéant la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats.

Par ailleurs le Titulaire, en tant que professionnel averti tient compte dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles et susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire. Aucun coût ou surcoût ne peut être facturé au Pouvoir adjudicateur.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Toutefois, une actualisation des prix pourra être envisagée, uniquement, en cas de prolongation de l'essai et *in fine* celui du marché. L'actualisation vaudra pour la durée globale de la période de prolongation.

Dans ce cas de figure, les prix sont actualisés dans les conditions suivantes :

#### Formule :

$$P1 = P0(0,2 + 0,8 \frac{Irev_1}{Irev_0})$$

Avec :

- **P1** : prix de règlement après la révision ;
- **P0** : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- **Irev<sub>1</sub>** : dernier indice trimestriel publié 2 mois avant la date d'effet de l'actualisation ;
- **Irev<sub>0</sub>** : indice correspondant au mois de dépôt des offres, soit septembre 2025.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 5 sur 18

### **Indices :**

L'indice considéré est l'indice révisé de la fédération SYNTEC.

### **Modalités :**

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

### **Clause butoir :**

La variation de prix résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 %.

### **Clause de sauvegarde :**

Dans le cas où les prix pratiqués par le Titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

## **4. Documents contractuels**

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- L'offre du candidat.

## **5. Conditions de passation des bons de commande**

### **5.1 Commandes**

Elles seront établies par la Direction de la Recherche et de l'Innovation et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 3 mois après la fin de validité du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

### **5.2 Réception et réajustement des livrables**

Les livrables attendus et réceptionnés par le Promoteur, dans les conditions prévues au CCTP, pourront faire l'objet d'un réajustement ou d'un re-travail si ces derniers ne conviennent pas notamment dans leur rédaction et/ou contenu.

Après réception des livrables, le Promoteur préviendra, dans les meilleurs délais, le Titulaire de la nécessité de réajuster ou de retravailler le livrable et il indiquera également au prestataire, le cas échéant, le délai sous lequel il doit remettre ce dernier.

Cette opération pourra se répéter autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le livrable corresponde aux attentes et besoin du Promoteur dans le cadre de cette étude.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 6 sur 18

Comme précisé à l'article 3.2 du présent document, ce réajustement ou re-travail des livrables sera compris dans le prix du marché et ne fera pas l'objet d'une facturation / coût supplémentaire.

## **6. Contrôle – suivi du marché**

### **6.1 Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

Les éléments pouvant, notamment, être contrôlés sont :

- La bonne exécution des prestations et leur conformité au CCTP ;
- Le respect des délais inhérents à l'étude (réglementaire, ceux indiqués par le candidat dans son offre, etc.) ;
- Le respect de la réglementation en vigueur et des procédures de l'AP-HP lorsque cela est applicable.

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire de marché.

Le Titulaire s'engage à fournir tous documents et tout renseignement indispensable à l'exécution de cette surveillance et notamment, sur demande du Promoteur.

Le cas échéant, le Titulaire accepte que le Promoteur, après l'en avoir avisé avec un préavis d'au minimum 7 jours, puisse auditer ou faire auditer par un tiers non concurrent (direct ou indirect) les conditions d'exécution du marché. Le délai de préavis peut être supprimé en cas de dysfonctionnement grave.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement et à cet effet à fournir toutes les informations nécessaires.

Le Titulaire convient qu'en tout état de cause, la procédure d'audit ne l'exonère d'aucune manière du respect de ses obligations et de la continuité dans l'exécution des prestations du marché.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables au Promoteur, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

L'audit peut être effectué à tout moment et ne doit pas perturber le déroulement des prestations à la charge du Titulaire.

### **6.2 Suivi du marché**

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non-amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## **7. Modification du marché public**

### **7.1 Clause de réexamen**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 7 sur 18

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement ;
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par modification du protocole ou modification de la recherche ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par augmentation du nombre de patients participants à l'essai ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de pays participants.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## **7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

## **7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

# **8. Obligations du prestataire**

## **8.1 Intervenants du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à organiser son équipe de manière à assurer une continuité dans l'exécution de la prestation.

A ce titre, il affecte un personnel compétent et en nombre suffisant pour réaliser les prestations qui lui sont confiées.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 8 sur 18



Le Titulaire s'engage à maintenir la continuité et la compétence des personnels affectés à l'exécution des services et des prestations. Ce faisant, il doit à les former si nécessaire.

Le Titulaire s'engage également à faire intervenir, pendant toute la durée du marché, des personnes respectant les profils, les expériences et les compétences mentionnés dans le dossier technique remis lors de la mise en concurrence et contractualisés.

Lorsqu'une ou plusieurs des personnes affectées à l'exécution des prestations n'est plus en mesure de remplir sa mission, à quelque titre que ce soit, et que son remplacement est nécessaire (que ce soit pour une courte ou longue durée) le Titulaire en informe immédiatement la DRCI. La transmission de cette information doit au minimum se faire par mail.

En outre, dès qu'il en a connaissance, et dans les plus brefs délais, il désigne un remplaçant, et en communique les coordonnées et le profil (notamment le CV) à la DRCI. Le remplacement d'un intervenant ne doit pas compromettre la bonne réalisation de l'étude aussi, le Titulaire doit prendre toute disposition en ce sens.

La DRCI doit préalablement et expressément donner son accord pour un tel remplacement et ce dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception des éléments nécessaires de la part du Titulaire. Le nouvel intervenant est nécessairement une personne présentant un niveau de compétences et de qualifications au moins égal au profil précisé au marché et présenté dans le cadre du dossier technique du candidat.

Si la DRCI rejette le profil de l'intervenant proposé, le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la récusation pour désigner un autre remplaçant. A ce titre, le Titulaire devra communiquer comme pour le premier candidat proposé le profil, les coordonnées et la DRCI donnera son accord sous le même délai.

Le remplacement du personnel ne peut induire aucune augmentation des coûts inhérents au marché. Les frais afférents à ce dernier son à l'entière charge du Titulaire.

## **8.2 Obligations de collaboration et d'information**

Le Titulaire s'engage à collaborer de manière proactive dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour permettre au Titulaire de mener à bien l'exécution des prestations, objet du marché, le Promoteur veille à :

- Fournir en temps utile au Titulaire, tous les documents, renseignements et éléments existants, nécessaires à la bonne exécution des prestations. Si le Titulaire a besoin de document de la part du Promoteur, il devra en faire la demande au plus tôt ;
- Le cas échéant, mettre le Titulaire en rapport avec les interlocuteurs appropriés pour tout problème étudié afin de répondre de façon pertinente aux demandes de celui-ci.

La collaboration est menée dans la plus grande transparence, quel que soit le contexte.

Le Titulaire doit anticiper au maximum la planification de ses actions et doit répondre positivement aux demandes du Promoteur en la matière, si une demande est faite.

Il appartient au Titulaire de :

- Prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché ;
- Faire remonter tout fait important ou urgent qui impacterait la réalisation ou le bon déroulement de la recherche au Promoteur. Cette remontée s'opère sans délai et même en dehors des réunions et communications qui seront déjà préétablies ;
- Informer sans délai le Promoteur de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations, notamment non urgente, mais de nature à retarder ou à compromettre le fonctionnement des prestations en cours de réalisation (en qualité, en quantité ou en termes de respect des délais).

Ces remontées d'information doivent permettre d'aboutir à une concertation dans les meilleurs délais avec le Promoteur afin de mettre en place la meilleure solution.

Par ailleurs, le Titulaire pourrait être sollicité à des fins d'amélioration des contraintes et problématiques

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 9 sur 18

suscitées le tout dans le respect des délais contractuels.

### **8.3 Certificats**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

### **8.4 Secret professionnel et confidentialité**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire) et sous quelque forme (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique) que ce soit auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'AP-HP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 10 sur 18

- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute donnée, toute information, tout logiciel, toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'étude CITY et de manière générale à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la restitution puis la destruction de toutes données, informations, fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies à la demande du Promoteur et dans les délais indiqués par celui-ci.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire et sans mise en demeure, en cas de violation du secret professionnel, de la confidentialité liée à l'étude et du non-respect des autres dispositions précitées.

### **8.5 Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 11 sur 18

## 8.6 Grèves

**En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché et ce en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## 8.7 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

## 9. Respect des dispositions du RGPD

Le Titulaire doit respecter les dispositions relatives au RGPD. Ces dernières sont décrites dans l'annexe RGPD annexée au marché.

En cours d'exécution du marché, cette annexe pourra, le cas échéant, être modifiée. Le Titulaire ne peut modifier ce document sans accord préalable et express de la DRCI.

## 10. Propriété intellectuelle

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché et qui appartiennent au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Droits de propriété intellectuelle des « connaissances antérieures »

L'AP-HP et le Titulaire au marché restent chacun en ce qui les concerne Titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à des connaissances antérieures à la notification du présent marché et acquises indépendamment de l'exécution du présent marché. Ils conservent leurs droits propres.

Lorsque le Titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures dans les « Résultats » ou utilise des connaissances antérieures, le Titulaire du marché autorise l'AP-HP, à titre non exclusif, à utiliser les connaissances antérieures nécessaires pour exploiter les « Résultats » pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Il est entendu que le Titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Propriété intellectuelle des « Résultats »

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont créés, réalisés dans le cadre de la réalisation / exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les rapports, études, œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 12 sur 18

généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image.

Les « résultats » désignent également les créations du Titulaire qui ont été réalisées, le cas échéant, entre la date de publication de la procédure de mise en concurrence et la notification du marché et/ou qui sont présentées par le Titulaire dans le cadre de la consultation du marché et qui sont liées directement à l'objet du présent marché.

Le Titulaire cède à l'AP-HP, à titre exclusif, définitif et irrévocable, l'intégralité des droits et titres de toute nature afférents aux « Résultats » pour permettre au Promoteur de les exploiter librement. Cette cession est consentie pour toute destination (notamment pour des fins privées, publiques, éducatives, de recherche, partenariats, ou autre), pour toutes les langues, pour le territoire du monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés, au fur et à mesure de leur production.

Le Titulaire du marché ne peut pas opposer à l'AP-HP ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature. Le Titulaire reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte.

La cession intervient de plein droit et automatiquement au fur et à mesure de la réalisation des Résultats. L'AP-HP bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder certains droits d'exploitation au bénéfice d'un ou plusieurs tiers. Ces droits d'exploitation au profit de ces tiers seront de même nature que ceux du Promoteur (ci-dessous).

Le prix de la cession est compris de façon définitive dans le montant du marché. Il est entendu que le Titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. En cas de cessation du marché, pour quelque cause et quelque motif que ce soit, l'AP-HP demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux « Résultats ».

Le Titulaire cède au Promoteur à titre exclusif les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins afférents aux « Résultats » pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le Promoteur acquiert pour l'exploitation des « Résultats » les droits suivants :

- le droit d'utilisation sous toutes formes, notamment sous format papier, sur le disque dur d'un ou plusieurs ordinateurs ou sur un ou plusieurs serveurs pour les destinations susmentionnées.
- les droits de modification, d'adaptation, de traduction, d'adjonction, de suppression, d'évolution de manière significative ou non significative, sans limitation de nombre, de tout ou partie des « Résultats », sur tout support et par tout moyen, mode ou procédé connu (notamment électronique, télématique, magnétique, mécanique ou numérique) ou non connu (ou non prévisible) à la date de signature du marché. Le Pouvoir adjudicateur ne rémunère pas les modes d'exploitations futurs des « Résultats » non connus (ou non prévisibles) au jour de la signature du marché ;
- le droit d'incorporation, en tout ou partie, à toute œuvre ou support préexistant ou à créer ;
- le droit de reproduire (ou de faire reproduire), de numériser les « Résultats », en l'état ou modifiés, partiellement ou intégralement, sans limitation de nombre, d'imprimer ou de faire imprimer, d'enregistrer ou de faire enregistrer etc., pour quelque usage que ce soit, sur tout support actuel ou futur, et par tout moyen, mode et procédé connu (notamment électronique, télématique, magnétique, mécanique, numérique) ou non connu (ou non prévisible) à la date de signature du marché ;
- les droits de représentation et de distribution des « Résultats », en tout ou partie, en l'état ou modifiés, le droit de publier ou de faire publier, de diffuser, de rediffuser ou de faire diffuser au public sur tout support et par tout moyen, mode ou procédé connu ou non connu (ou non prévisible) à la date de signature du marché. Ces droits comportent le droit de communication au public et de mise à disposition du public des « Résultats ».

Le Titulaire ne peut aucunement exploiter les « résultats » cédés à l'AP-HP, y compris à titre commercial, sauf à avoir obtenu l'accord préalable et express de l'AP-HP. Le Titulaire ne peut publier les « Résultats » ni même publier des informations générales sur la nature des « Résultats » sans avoir obtenu l'accord préalable et

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 13 sur 18

exprès de l'AP-HP.

Le cas échéant, le Titulaire autorise le Promoteur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle pour protéger les « Résultats », au nom et frais du Promoteur. Le Titulaire accomplit toute diligence pour permettre au Promoteur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il communique au Promoteur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux « Résultats ».

Le Promoteur n'acquiert pas, du fait du marché, la propriété des méthodes ou du savoir-faire mis au point ou utilisés par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats.

Il n'est pas fait de dérogations aux dispositions du CCAG-FSC en la matière qui restent applicables.

## **11. Facturation – Paiement**

### **11.1 Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

#### **Escompte :**

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 14 sur 18

## **11.2 Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

La facturation sera trimestrielle. Le Titulaire enverra une facture chaque trimestre et celle-ci correspondra aux prestations réalisées au cours du trimestre précédent (à terme échu). Les factures devront être détaillées et mentionneront le poste de facturation, les unités et les quantités d'unités facturées.

Conformément à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS, des justificatifs pourront être demandés au Titulaire afin de vérifier certains des postes de facturation.

**Seuls les coûts identifiés dans l'annexe financière du marché seront considérés. Aucune prestation supplémentaire non incluse dans ces documents ne sera facturable et payée.**

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## **11.3 Avances**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Les articles du code de la commande publique prévoyant les conditions d'octroi de l'avance dans le cadre d'un accord-cadre seront applicables (R.2191-6 à R.2191-10 et R.2191-16 à R.2191-19).

Le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## **12. Assurances**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 15 sur 18

### 13. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

### 14. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

### 15. Pénalités – Résiliation

#### 15.1 Pénalités

Les pénalités applicables dans le cadre de ce marché sont :

##### ➤ **Pénalité pour changement d'intervenants sans accord express préalable de la DRCI**

Sans mise en demeure préalable, les pénalités sont applicables au Titulaire en cas de changement(s) d'intervenant(s) à son initiative dans les conditions exposées ci-après :

Le Titulaire est passible de l'application d'une pénalité lorsqu'il affecte à la réalisation des prestations un intervenant en remplacement de celui / ceux désigné(s) dans le dossier technique sans avoir obtenu l'accord express préalable de la DRCI pour le remplacement.

Une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour ouvré sera appliquée. Elle démarre le 1er jour où le remplacement a eu lieu. Cette pénalité est encourue jusqu'à ce que les stipulations prévues au marché soient respectées en termes de remplacement.

##### ➤ **Pénalité pour retard dans la remise des livrables**

Dans le cas où un livrable n'est pas remis dans les délais indiqués dans le CCTP ou le dossier technique du candidat, une pénalité forfaitaire de 100 euros est appliquée.

La pénalité s'appliquera par jour ouvré et dès le lendemain de la date limite initiale de la remise du livrable.

##### ➤ **Non-respect des documents-types de la recherche**

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les documents-types fournis par l'AP-HP (dans leur forme et contenu), une pénalité forfaitaire de 75 euros est appliquée.

La pénalité s'applique par manquement constaté. Elle peut être appliquée plusieurs fois pour un même document.

##### ➤ **Pénalité pour non-respect des délais réglementaires**

Dans le cas où une des prestations attendues au marché n'est pas réalisée dans les délais réglementaires, une pénalité forfaitaire de 300 euros sera appliquée.

La pénalité s'appliquera par jour ouvré et dès le lendemain de la date imposée par la législation / réglementation.

##### ➤ **Pénalité pour non-respect des dispositions du protocole**

Dans le cas où l'une des dispositions du protocole n'est pas respectée, le Titulaire se voit appliquer une pénalité de 300 euros.

Cette pénalité s'applique par constat.

##### ➤ **Pénalité pour absence d'organisation des réunions ou de participation aux réunions**

Dans le cas où les réunions, dont le Titulaire a la charge de l'organisation, ne sont pas organisées par ce dernier, une pénalité de 100 euros sera appliquée.

La même pénalité forfaitaire sera appliquée pour les réunions dont l'AP-HP a la charge de l'organisation et auxquelles le Titulaire sera convié mais ne se rendra pas ou annulera sa venue sans un préavis minimum de 3 jours.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 16 sur 18



L'ensemble des réunions attendues dans le cadre de ce marché encourt cette pénalité (réunion prévue dans le CCTP, réunion de suivi ou réunion exceptionnelle à la demande de la DRCI nécessaire pour la bonne gestion et le bon suivi de l'étude).

Si le Titulaire estime qu'une réunion ne peut être organisée, il devra le justifier et argumenter son propos auprès du Promoteur. Seul le Promoteur décidera du report effectif d'une réunion.

➤ **Pénalité pour modification de l'annexe RGPD sans accord de la DRCI**

Dans le cas où le Titulaire modifie l'annexe RGPD sans accord préalable et express de la DRCI, une pénalité de 30 euros par modification constatée sera appliquée.

➤ **Pénalité pour absence de transmission des certificats**

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

## **15.2 Résiliation**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG-FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales - FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Est considéré comme un manquement particulièrement important :

- Le non-respect de la confidentialité liée à la recherche clinique ;
- Le non-respect des dispositions relatives au RGPD ;
- Le non-respect des normes (législatives, réglementaires, etc.) inhérentes à cette recherche.

Dans ces trois cas, le marché sera résilié et ce sans indemnités pour le Titulaire.

La résiliation du marché peut également intervenir, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :

- Arrêt prématuré de l'étude engendrant un arrêt dans la réalisation des prestations confiées au Titulaire (cela comprend notamment une absence de soumissions réglementaires, absence d'autorisations réglementaires, absence de signature du ou des contrats centres, etc.) ;
- Manquement ou perte de financement ne permettant pas un maintien du marché au profit du Titulaire.

Dans ces cas de résiliation, le Titulaire n'aura pas le droit à une indemnité de résiliation.

Le Promoteur réglera ce qu'il doit au Titulaire (facture en cours de liquidation et prestations réalisées et prouvées mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une facture).

La résiliation du marché engendra une remise au Promoteur de l'ensemble des éléments inhérents à l'étude CITY : l'ensemble des données de la recherche, outils informatiques mis en place spécifiquement dans le cadre de cette étude, etc.

La liste exacte des prestations et matériels devant être remis au Promoteur sera précisée par ce dernier. Le Promoteur précisera également au Titulaire le délai sous lequel il devra remettre ces éléments et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise et ce sans frais.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 17 sur 18

## 16. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

## 17. Dérogations

L'article 3.4.1 du CCAG-FCS relatif à la désignation d'un représentant du Titulaire à compter de la notification du marché ne s'applique pas.

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS concernant le délai de communication du nom et CV du remplaçant.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 37.2.1 du CCAG-FSC sur une cession à titre non-exclusif de certains résultats. Les cessions se font à titre exclusifs.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 sur le délai de communication des justifications de contrat d'assurance par le biais d'une communication d'une attestation établissant l'étendue de sa responsabilité garantie.

L'article 15.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FSC pour le régime des pénalités de retard.

L'article 15.2 du présent CCAP dérogent à l'article 41.1 C du CCAG-FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 15.2 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG FCS sur le nombre de mise en demeure envoyée avant le prononcé de la résiliation.

L'article 15.2 du présent CCAP déroge à l'article 44 du CCAG-FCS relatifs aux frais de remise des prestations et matériels en cas de résiliation.

AP-HP	Consultation n°25.093	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :24/07/2025	Page 18 sur 18